Demande de décision préjudicielle présentée par le Rechtbank Amsterdam (Pays-Bas) le 8 mai 2018 — Openbaar Ministerie/SF

(Affaire C-314/18)

(2018/C 276/29)

Langue de procédure: le néerlandais

Jurisdiction de renvoi

Rechtbank Amsterdam

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Openbaar Ministerie

Partie défenderesse: SF

Questions préjudicielles

1. L'article 1^{er}, paragraphe 3, et l'article 5, point 3, de la décision-cadre 2002/584/JAI ⁽¹⁾, ainsi que l'article 1^{er}, sous a) et b), l'article 3, paragraphes 3 et 4, et l'article 25 de la décision-cadre 2008/909/JAI ⁽²⁾ doivent-ils être interprétés en ce sens que:

au cas où l'État membre d'exécution a subordonné la remise demandée, aux fins de poursuite, d'un ressortissant national à la condition, mentionnée à l'article 5, point 3, de la décision-cadre 2002/584/JAI, que l'intéressé, après avoir été entendu, soit renvoyé dans l'État membre d'exécution afin d'y subir la peine ou la mesure de sûreté privatives de liberté qui serait prononcée à son encontre dans l'État membre d'émission du mandat d'arrêt européen,

l'État membre d'émission du mandat d'arrêt européen, en tant qu'État d'émission du jugement rendu, ne doit effectivement renvoyer l'intéressé, après que la condamnation à une peine ou mesure privatives de liberté est devenue définitive, que dès l'instant où «toute autre procédure concernant l'infraction pour laquelle la remise est demandée», telle qu'une procédure de confiscation, a été définitivement réglée?

2. L'article 25 de la décision-cadre 2008/909/JAI doit-il être interprété en ce sens que, lorsqu'il a remis un ressortissant national moyennant la garantie visée à l'article 5, point 3, de la décision-cadre 2002/584/JAI, un État membre peut, en tant qu'État d'exécution, lors de la reconnaissance et de l'exécution du jugement rendu à l'encontre de cette personne, et ce par dérogation à l'article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/909/JAI, examiner si la peine privative de liberté prononcée contre cette personne correspond à la peine qui aurait été infligée dans l'État d'exécution pour l'infraction en cause et, le cas échéant, adapter en conséquence la peine privative de liberté prononcée?

⁽¹⁾ Décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres — Déclarations de certains États membres sur l'adoption de la décision-cadre (JO 2002, L 190, p. 1).

⁽²⁾ Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne (JO 2008, L 327, p. 27).

Demande de décision préjudicielle présentée par l'Augstākā tiesa (Cour suprême, République de Lettonie) le 17 mai 2018 — Valsts ieņēmumu dienests / SIA «Altic»

(Affaire C-329/18)

(2018/C 276/30)

Langue de procédure: le letton

Jurisdiction de renvoi

Augstākā tiesa (Cour suprême, République de Lettonie)

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Valsts ieņēmumu dienests

Partie défenderesse: SIA «Altic»

Questions préjudicielles

- 1) Faut-il interpréter l'article 168, sous a), de la directive [2006/112/CE] ⁽¹⁾ en ce sens que, eu égard à l'objectif du règlement (CE) n° 178/2002 ⁽²⁾ qui est de garantir la sécurité alimentaire, notamment en assurant la traçabilité des denrées alimentaires, il ne s'oppose pas à un refus de déduire la taxe en amont, dans le cas où un assujetti qui participe à la chaîne alimentaire n'a pas fait preuve, dans le choix de son cocontractant, d'une diligence supérieure à celle qui s'applique dans la pratique commerciale habituelle et qui consiste, en substance, dans l'obligation de procéder à des vérifications auprès de son cocontractant, tout en ayant vérifié la qualité des denrées alimentaires, réalisant ainsi à l'objectif du règlement n° 178/2002?
- 2) L'exigence d'enregistrement des entreprises du secteur alimentaire prévue à l'article 6 du règlement n° (CE) 852/2004 ⁽³⁾ et à l'article 31 du règlement n° (CE) 882/2004 ⁽⁴⁾, interprétée à la lumière de l'article 168, sous a), de la directive 2006/112/CE, oblige-t-elle le cocontractant de cette entreprise à vérifier la réalité de l'enregistrement et une telle vérification est-elle pertinente aux fins de déterminer si le cocontractant savait ou aurait dû savoir qu'il participait à une opération avec une entreprise fictive, eu égard aux spécificités des opérations en question?

⁽¹⁾ Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (JO 2006 L 347, p. 1).

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires (JO 2002 L 31, p. 1).

⁽³⁾ Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (JO 2004 L 139, p. 1).

⁽⁴⁾ Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux (JO 2004 L 165, p. 1).

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Sofiyski gradski sad (Bulgarie) le 23 mai 2018 —
procédure pénale contre AK**

(Affaire C-335/18)

(2018/C 276/31)

Langue de procédure: le bulgare

Jurisdiction de renvoi

Sofiyski gradski sad

Partie dans la procédure au principal

AK

Questions préjudicielles

- 1) L'article 4, paragraphe 2, du règlement n° 1889/2005 ⁽¹⁾ doit-il être interprété en ce sens qu'il autorise une législation nationale qui prévoit la confiscation automatique au profit de l'État de la somme d'argent retenue non dûment déclarée lors du franchissement d'une frontière extérieure de l'UE, du seul fait qu'elle n'ait pas été déclarée et sans que la confiscation soit nécessaire pour établir l'origine de cet argent?